

(écrit par Stéphane Hessel en 2010...)

« Pour une démocratie moderne »

« 93 ans. C'est un peu la toute dernière étape. La fin n'est plus bien loin. Quelle chance de pouvoir en profiter pour rappeler ce qui a servi de socle à mon engagement politique élaboré il y a soixante-six ans par le Conseil National de la Résistance ! [...] De Londres où j'avais rejoint le général de Gaulle en mars 1941, j'apprenais que ce Conseil avait mis au point un programme, [...], proposé pour la France libérée un ensemble de principes et de valeurs sur lesquels reposerait la démocratie moderne de notre pays.

De ces principes et de ces valeurs, nous avons aujourd'hui plus que jamais besoin.

Il nous appartient de veiller tous ensemble à ce que notre société reste une société dont nous soyons fiers: pas cette société des sans-papiers, des expulsions, des soupçons à l'égard des immigrés, pas cette société où l'on remet en cause les retraites, les acquis de la Sécurité sociale, pas cette société où les médias sont entre les mains des nantis [...]. »

« Le motif de la résistance, c'est l'indignation »

« On ose nous dire que l'État ne peut plus assurer les coûts de ces mesures citoyennes. Mais comment peut-il manquer aujourd'hui de l'argent pour maintenir et prolonger ces conquêtes alors que la production de richesse a considérablement augmenté depuis la Libération, période où l'Europe était ruinée? Sinon parce que le pouvoir de l'argent, tellement combattu par la Résistance, n'a jamais été aussi grand, insolent, égoïste. [...] Les banques désormais privatisées se montrent d'abord soucieuses de leurs dividendes, et des très hauts salaires de leurs dirigeants, pas de l'intérêt général.

Nous, vétérans des mouvements de résistance et des forces combattantes de la France libre, nous appelons les jeunes générations à faire vivre, transmettre, l'héritage de la Résistance et ses idéaux. Nous leur disons: prenez le relais, indignez-vous ! ».

Que rajouter de plus ? Si ce n'est que nous sommes indignés par le passage en force au Parlement de cette loi injuste et que nous considérons illégitime. **Nous sommes indignés !!!** **Que rajouter de plus ?** Si ce n'est que le Président de la République rajoute au mépris, depuis deux mois, des 90 % de salarié-e-s opposé-e-s à cette contre-réforme un nouveau mépris en prenant la parole au journal de 13h00 comme pour leur dire « Pendant que vous bossez, moi je parle à celles et ceux qui veulent de l'ordre et de l'autorité ». **Nous sommes indignés !!!**

Mardi 21 mars à Colomiers et Saint-Gaudens



Jeudi 23 mars INDIGNEZ-VOUS !!!

à Toulouse 15h00 métro Saint-Cyprien

à Muret 15h00 Allée Niel

à Saint-Gaudens 14h00 Place Pégot



RÉFORME DES RETRAITES : C'EST TOUJOURS NON !

Plus que jamais unie et déterminée l'intersyndicale DGFIP Solidaires Finances Publiques, CGT Finances Publiques F.O.-DGFIP et l'alliance CFDT/CFTC appelle l'ensemble des personnels à amplifier les mobilisations pour que cette réforme des retraites soit retirée.

Au mépris de la rue, le Gouvernement a ajouté le déni démocratique avec l'utilisation dévoyée du 49.3 après avoir corseté les débats en usant de tous les artifices.

Alors que cette réforme recule l'âge légal de départ à la retraite à 64 ans et accélère le passage à 43 annuités pour bénéficier d'une retraite à taux plein, son impopularité augmente et la mobilisation s'amplifie partout sur le territoire depuis le 16 mars au soir.

Les personnels de la DGFIP quel que soit leur grade ou leur statut seront pleinement touchés par cette réforme injuste, néfaste et brutale.

Contre les projets du Gouvernement et obtenir le retrait de cette réforme est possible, elle nécessite l'implication de chacun et chacune à participer à toutes les modalités d'action et de faire à la DGFIP comme dans l'ensemble des secteurs professionnels de ce jeudi 23 mars un jeudi noir.

DÈS AUJOURD'HUI

- Rejoignons les cortèges des opposants à cette réforme ;
- Participons aux assemblées générales sur nos lieux de travail pour débattre des modalités d'actions ;
- Soyons toutes et tous en grève ce 23 mars 2023.

GAGNER EST POSSIBLE, ENSEMBLE EXIGEONS LE RETRAIT DE CETTE RÉFORME